

c) Du 1^{er} février 1964.

Le montant maximal des avances à consentir aux agents spéciaux des établissements ci-après est fixé comme suit :

Entrepôt de réserve générale de munitions de Bois-l'Evêque (Nord) : 72.000 F.

Etablissement du service du matériel à Colomb-Béchar : 160.000 F.

Par arrêté du 6 février 1964, les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 3 août 1954 sont à nouveau modifiées comme suit :

« Art. 2. — Le montant de l'avance à consentir à chacun des régisseurs est fixé à :

« Etablissement de la marine à Saint-Tropez : 800.000 F. »

L'arrêté du 6 juillet 1963 est abrogé.

Par arrêté du 7 février 1964 et pour compter du 1^{er} janvier 1964, le montant maximal de l'avance à consentir au régisseur d'avances du service du commissariat de la marine à Alger est ramené de 50.000 à 20.000 F.

Changement d'utilisation du camp de Saint-Louis-les-Aygalades, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

Par arrêté du 12 février 1964, le camp de Saint-Louis-les-Aygalades, à Marseille (15^e), 83, chemin des Aygalades, cadastré quartier de la Delorme, section A, n° 1, pour une superficie de 20.278 mètres carrés, et dépendant actuellement de l'armée de l'air, sera désormais utilisé par l'armée de terre pour les besoins du casernement. Cet immeuble est figuré en hachures bleues sur le plan annexé au présent arrêté.

Armée de terre (active).

Par arrêté du 6 février 1964, M. le pharmacien commandant du service de santé des troupes de marine Jardin (Claude-Marie-Joseph) est placé en situation hors cadres au titre du ministère des affaires étrangères pour être mis à la disposition de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (mission en Polynésie française), à compter du 1^{er} août 1963.

Par arrêté du 6 février 1964, M. le médecin capitaine du service de santé des troupes de marine Coulm (Joseph-Ambroise-Marie), placé en situation hors cadres à la disposition du ministère de la santé publique et de la population, pour servir à la coopération sanitaire, est réintégré dans les cadres à compter du 1^{er} mai 1963.

Par arrêté du 10 février 1964, M. le médecin commandant Baylet (René-Jean), du service de santé des troupes de marine, est placé en situation hors cadres à la disposition du ministère de l'éducation nationale, pour remplir les fonctions de maître de conférences d'hygiène à la faculté mixte de médecine et de pharmacie de l'université de Dakar, pour compter du 1^{er} novembre 1962.

Par arrêté du 10 février 1964, les officiers du service de santé des troupes de marine dont les noms suivent sont placés en situation hors cadres à la disposition du ministère de la santé publique et de la population, pour servir à la coopération sanitaire et coopération technique :

A compter du 1^{er} mai 1963 : M. Davin (Robert-Jean), médecin capitaine.

A compter du 9 juillet 1963 : M. Coudreau (Henri-Paul-Gérard), médecin lieutenant-colonel.

Armée de l'air (active).

Par arrêté du 7 février 1964, M. le médecin capitaine de l'air Demichelis (Bernard) est placé, à compter du 1^{er} mars 1964, en situation hors cadre auprès du ministère de la coopération, pour servir en République malgache, au titre de la coopération technique.

Régisseurs d'avances.

Par arrêté du 7 février 1964, M. Quemère (Marcel), maître fourrier, est nommé régisseur d'avances près le service de l'action sociale des forces françaises stationnées sur la base de Mers-el-Kébir, en Oranie et au Sahara occidental, en remplacement de M. Bodenes (Jean), second maître, appelé à d'autres fonctions.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Décret du 14 février 1964 portant affectation d'un professeur (enseignement supérieur).

Par décret du Président de la République en date du 14 février 1964, M. Cocatre-Zilgien, professeur à la faculté de droit et des sciences économiques de l'université de Dakar, est affecté, à compter du 1^{er} janvier 1964, en application du décret du 3 mai 1958, en qualité de professeur titulaire à titre personnel à la faculté de droit et des sciences économiques de l'université de Lille (premier poste d'agrégé de droit public).

Décret nommant des professeurs associés dans les facultés des sciences.

Rectificatif au Journal officiel du 2 février 1964 : page 1209, 2^e colonne, au lieu de : « Takakashi », lire : « Takahashi ».

Décret du 14 février 1964 portant mise à la retraite d'un professeur au Conservatoire national des arts et métiers.

Par décret du Président de la République en date du 14 février 1964, M. Mesnager (Jacques), professeur titulaire au Conservatoire national des arts et métiers, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour ancienneté d'âge à compter du 1^{er} avril 1964.

Conformément à la loi du 14 septembre 1941, M. Mesnager (Jacques) est maintenu en activité de service jusqu'à la fin de l'année scolaire 1964.

Classification des maîtres auxiliaires d'éducation physique.

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Vu le décret n° 62-379 du 3 avril 1962 ;

Vu l'arrêté du 1^{er} août 1962 ;

Vu l'arrêté du 10 janvier 1963 créant une commission nationale chargée d'examiner les demandes d'équivalences, modifié par l'arrêté du 22 novembre 1963 ;

Sur proposition de la commission réunie les 18 avril, 10 juillet et 25 octobre 1963,

Arrête :

Art. 1^{er}. — L'article 1^{er} de l'arrêté du 1^{er} août 1962 précisant les titres et diplômes prévus pour la classification des maîtres auxiliaires d'éducation physique est complété ainsi qu'il suit :

Catégorie II.

a) Avec baccalauréat, diplôme complémentaire d'études secondaires de jeunes filles ou brevet supérieur :

Certificat d'études supérieures d'éducation physique et sportive.

b) Avec B. E. P. C. ou diplôme équivalent, les titres suivants :

Brevet du deuxième degré de spécialiste d'entraînement physique militaire (moniteur chef).

Brevet du deuxième degré de spécialiste d'entraînement physique militaire et d'escrime (moniteur chef et maître d'escrime).

Brevet d'entraînement physique militaire deuxième degré (moniteur chef d'E. P. M.).

Brevet d'éducation physique et sportive militaire délivré de 1946 à 1948 par l'école normale de maîtres d'éducation physique.

Catégorie III.

a) Les brevets militaires énumérés ci-dessus sans diplôme de culture générale.

b) Les titres militaires suivants :

Brevet du premier degré de spécialiste d'entraînement physique militaire (moniteur).

Brevet d'entraînement physique militaire, premier degré (moniteur d'E. P. M.).

Brevet d'entraînement physique militaire et de sports de combat.

Brevet de maître d'escrime, moniteur d'E. P. M.

Diplôme d'entraînement physique militaire (moniteur d'E. P. M.).

Brevet d'instructeur spécialisé d'entraînement physique dans le corps des sapeurs-pompiers.

c) Les titres suivants :

Brevet d'Etat de maître d'escrime.
Diplôme de maître d'armes délivré par l'école supérieure d'escrime (Institut national des sports).
Diplôme de maître de gymnastique délivré par le ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.

Catégorie IV.

Certificat de spécialiste E. P. M. n° 2.
Diplôme d'entraînement physique militaire (aide-moniteur d'E. P. M.).
Certificat d'entraînement physique militaire (aide-moniteur d'E. P. M.).

Art. 2. — Les recteurs d'académie sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 26 décembre 1963.

Pour le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports
et par délégation :

Le directeur du cabinet,
OLIVIER PHILIP.

Statuts de l'école de laiterie de la faculté des sciences de l'université de Nancy.

Par arrêté du 29 janvier 1964, est approuvée une délibération du conseil de l'université de Nancy fixant les statuts de l'école de laiterie de la faculté des sciences de l'université de Nancy.

Validation pour la retraite des services d'auxiliaires, de temporaires ou de contractuels accomplis à temps complet à l'établissement de formation professionnelle de l'industrie aéronautique.

Le ministre de l'éducation nationale et le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le code des pensions civiles et militaires (art. L. 8) ;
Vu l'article 17 du décret du 2 septembre 1924 ;
Vu l'arrêté du 18 août 1926 ;
Vu la loi n° 51-709 du 7 juin 1951, complétée par le décret n° 51-1019 du 7 août 1951 ;
Vu le décret n° 53-396 du 7 mai 1953 ;
Vu le décret n° 59-999 du 24 août 1959 ;
Vu la loi de finances n° 60-1384 du 23 décembre 1960 (art. 68), complétée par le décret n° 61-1376 du 11 décembre 1961,

Arrêtent :

Article unique. — L'arrêté interministériel du 18 août 1926, pris en exécution des dispositions précitées et fixant la nature et le point de départ des services susceptibles d'être admis à la validation, est complété ainsi qu'il suit :

« Services d'auxiliaires, de temporaires ou de contractuels accomplis à temps complet à l'établissement de formation professionnelle de l'industrie aéronautique, à compter de la date d'effet de la loi n° 51-709 du 7 juin 1951 portant création de cet établissement ».

Fait à Paris, le 31 janvier 1964.

Le ministre de l'éducation nationale,
Pour le ministre et par délégation :
Le secrétaire général,
PIERRE LAURENT.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du budget,

Par empêchement du directeur du budget :

Le sous-directeur,
ROBERT VAYSSET.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Conseil supérieur de l'aide sociale.

Par arrêté en date du 11 février 1964, MM. Leclerc, Leulmi et Le Vert, auditeurs au Conseil d'Etat, ont été nommés rapporteurs près le conseil supérieur de l'aide sociale.

Liste d'aptitude aux emplois de 5^e classe du personnel de direction des hôpitaux et hospices publics et aux emplois d'économe de 3^e classe des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics.

Par arrêté du 28 janvier 1964, sont inscrits pour l'année 1963 sur la liste d'aptitude aux emplois de 5^e classe du personnel de direction des hôpitaux et hospices publics et aux emplois d'économe de 3^e classe des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics en application de l'article 10 (2^e) du décret n° 60-805 du 2 août 1960 :

1 MM. Biet (Emile).	18 M ^{me} Felot (Claude).
2 Griffon (Michel).	19 MM. Ratajski (Henri).
2 M ^{me} Lagier (Suzanne).	20 Martinez (Marcel).
2 MM. Mazuir (Georges).	20 Moly (Claude).
5 Plisson (Jean).	20 Quemon (Hugues).
6 Bitoun (René).	20 M ^{me} Rochefort (Anne-Marie).
7 Bonnaure (Paul).	24 M. Mekies (Maurice).
7 Maurice (Robert).	24 M ^{me} Gaureigt-Rouault (Suzanne).
9 Eugster (Lucien).	26 MM. Desmoulins (Jean).
10 Brochard (Roland).	26 Boquel (Paul).
11 Chailleux (Michel).	28 Baurin (Paul).
12 Dominique (Lucien).	28 Courtogis (Jean).
13 Golliet (Albert).	30 Ruffenach (André).
13 Roussel (Jean).	31 Lebœuf (Michel).
13 Schultz (Georges).	32 Vion (Etienne).
16 Lense (Pierre).	
17 Drighes (Henri).	

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Décret n° 64-147 du 14 février 1964 portant relèvement des taux des indemnités allouées à certains agents de l'office national interprofessionnel des céréales chargés de travaux exceptionnels.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre d'Etat chargé de la réforme administrative, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de l'agriculture et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des services civils et militaires ;

Vu le décret n° 58-94 du 31 janvier 1958 relatif aux indemnités susceptibles d'être allouées à certains agents de l'office national interprofessionnel des céréales chargés de travaux exceptionnels ;

Vu le décret n° 61-467 du 10 mai 1961 relatif à l'indemnité horaire pour travail normal de nuit ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Les dispositions du décret n° 61-467 du 10 mai 1961 relatif à l'indemnité pour travail normal de nuit sont applicables aux fonctionnaires et agents de l'office national interprofessionnel des céréales visés par l'article 1^{er} du décret n° 58-94 du 31 janvier 1958 susvisé.

Art. 2. — Le montant unitaire des vacations prévues par l'article 2 du décret n° 58-94 du 31 janvier 1958 susvisé est porté à 5,10 F.

Art. 3. — Le Premier ministre, le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'agriculture et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1963.

Fait à Paris, le 14 février 1964.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
GEORGES POMPIDOU.

Le ministre de l'agriculture,
EDGARD PISANI.

Le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative,
LOUIS JOXE.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le secrétaire d'Etat au budget,
ROBERT BOULIN.